

# PRÉSIDENTICE DE LA RÉPUBLIQUE

## Cabinet du président

► **Départ : Emmanuel MIQUEL** était conseiller économique en charge de l'entreprise, de l'attractivité et de l'export à la présidence de la République depuis 2017. Il rejoint la société Ardian (voir p. 44).

# GOUVERNEMENT

## PREMIER MINISTRE

### Cabinet du Premier ministre

► **Départ : Mélanie VILLIERS** était conseillère au sein du pôle Affaires intérieures du cabinet d'Edouard Philippe, en charge des collectivités territoriales et de l'aménagement du territoire depuis 2017. Elle est nommée maître des requêtes au Conseil d'État au tour extérieur à partir du 30 juin 2019.

## ACTION ET COMPTES PUBLICS

### Cabinet du ministre

► **Matthieu ELLERBACH** est nommé conseiller en charge de la communication, de la presse et de l'opinion au cabinet de Gérard Darmanin. Il succède à **Pierre-Jean Mauff** qui occupait ces fonctions depuis 2017.



Master de management à l'ESCP Europe - IEP Paris - Président des Jeunes avec Juppé, chargé de mission auprès de Charles Hufnagel, conseiller pour la communication du candidat au sein de l'équipe de campagne d'Alain Juppé, candidat à la primaire de la droite et du centre (2014-16) - Chargé de mission à la direction des Études du parti Les Républicains (2017) - Executive, puis Account Director chez Brunswick Group (2017-18) - Conseiller au cabinet de Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes (2018-19)

► **Louis d'HUMIÈRES** est nommé conseiller en charge du budget de l'État au cabinet du ministre.



HEC Paris - Maîtrise de droit public - Adjoint au chef du bureau des recettes (2013-15), adjoint au chef du bureau du logement, de la ville et des territoires (2015-18), puis chef du bureau de la défense et de la mémoire (2018-19) à la direction du Budget au ministère de l'Action et des Comptes publics

## ACTION ET COMPTES PUBLICS - SOLIDARITÉS ET SANTÉ

### Mission

► **Carole GRANDJEAN** et **Nathalie GOULET** sont chargées d'une mission auprès de Gérard Darmanin et d'Agnès Buzyn sur la fraude sociale. Les récents travaux de Mme la députée Christine Cloarec sur la fraude sociale « ont mis en évidence les conséquences d'un

système de prestations devenu trop complexe sur le non-recours aux droits, sur les indus liés à des erreurs de bonne foi, et sur la fraude ». Ces travaux ont également préconisé la simplification des bases ressources des prestations sociales et la modernisation de leur délivrance. « Dans le prolongement de cette mission », Mme Grandjean et Mme Goulet procéderont « à une évaluation, robuste et objective, du coût pour nos finances publiques de la fraude aux prestations sociales, en lien avec les administrations concernées et les organismes de sécurité sociale ». Elles listeront « les moyens permettant de lutter contre ce phénomène, dans le contexte favorable créé par la modernisation des bases de données et l'intensification des échanges d'information [...], en lien avec les travaux en cours sur la constitution d'une nouvelle "base ressources" des allocataires qui met à disposition des organismes des données plus contemporaines et plus fiables ». Tout en réfléchissant aux mesures « de nature à améliorer l'efficacité des actions de lutte contre la fraude, la mission « identifiera les besoins des administrations de sécurité sociale en termes de moyens nécessaires à la satisfaction de ces objectifs ». Les travaux de la missions sont attendus pour septembre 2019.



**Carole GRANDJEAN** - Responsable des ressources humaines d'une grande entreprise - Née le 18 mai 1983 - DESS de management des ressources humaines - Référente du mouvement En Marche ! pour la Meurthe-et-Moselle - Députée LaREM de Meurthe-et-Moselle - Éluë à l'Assemblée nationale en 2017 - Membre de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale - Membre de la commission des Affaires européennes à l'Assemblée nationale - Membre du groupe français à l'Union interparlementaire - Coprésidente du groupe d'études Autisme de l'Assemblée nationale - Membre du Conseil d'orientation pour l'emploi



**Nathalie GOULET** - Avocate au barreau de Paris - Née le 24 mai 1958 - Devenue sénatrice en 2007, suite au décès de Daniel Goulet - Sénatrice UC de l'Orne - Éluë au Sénat en 2011 et 2017 - Vice-présidente de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat (2015-17) - Présidente du groupe d'amitié France-Pays du Golfe du Sénat (2015-17) - 1ère vice-présidente de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (2017-18) - Secrétaire de la commission des Finances du Sénat - Rapporteur spécial du budget Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics au Sénat - Présidente déléguée du groupe d'amitié France-Asie centrale (Turkménistan) du Sénat - Présidente du groupe d'amitié France-Asie centrale du Sénat - Membre du groupe français à l'Union interparlementaire

## AGRICULTURE ET ALIMENTATION

### Cabinet du ministre

#### ► **Changements d'attributions :**

**Mathias GINET**, conseiller en charge de la politique agricole commune 2014-2020, des filières végétales, du climat et de la biodiversité au cabinet de Didier Guillaume depuis 2018, est à présent chargé des transitions agro-écologiques, de la politique agricole commune et des filières végétales.

**Benoît BONAIMÉ**, conseiller en charge de l'enseignement agricole, technique et supérieur, de la recherche, de l'innovation et des relations sociales au cabinet du ministre depuis 2018, est à présent chargé des formations, de la transformation de l'action publique et des relations sociales, de l'enseignement agricole, technique et supérieur, de la recherche et de l'innovation et de l'égalité femmes-hommes.